

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18717 - 73ÈME ANNÉE

Pour un Océan Indien Zone de Paix

Le PCR demande à Emmanuel Macron de mettre fin au drame des kwassa-kwassa

Réagissant aux propos indignes tenus par le président de la République au sujet des passagers des kwassa kwassa, le Parti communiste réunionnais demande à Emmanuel Macron de se ressaisir « en annonçant au plus tôt sa feuille de route pour en finir avec les noyades dans le lagon de Mayotte et les 20.000 reconduites annuelles à la frontière dans cette île. »



Photo A.D.

Jeudi, le président de la République visitait un centre régional de secours maritime en Bretagne. Une vidéo publiée le lendemain par TMC montre Emmanuel Macron tenir les propos suivants sourire aux lèvres : « le kwassa-kwassa pêche peu, il amène du Comorien c'est différent ». Les réactions indignées qui ont suivi cette déclaration ont amené l'Elysée à revenir sur ces propos, évoquant « une plaisanterie pas très heureuse sur un sujet grave ».

Le PCR fait part de sa solidarité avec toutes les personnes heurtées par cette déclaration du chef de l'État. Le bras de mer entre Anjouan et Mayotte est en effet un des plus grands cimetières en mer du monde. Plus de 12.000 personnes sont mortes noyées en embarquant sur des kwassa-kwassa parce que c'était pour elles la seule solution de se rendre à Mayotte à cause des restrictions imposées par l'administration française. La déclaration d'Emmanuel Macron est un épisode de

plus dans la crise que la France a ouverte en 1975, quand elle a refusé de respecter le résultat du référendum qu'elle avait elle-même organisé l'année précédente, et qui prévoyait l'indépendance du TOM des Comores. Cette crise ne fait que s'aggraver chaque année, sous la poussée de la démographie et des inégalités.

Le PCR demande donc que le président de la République se ressaisisse en annonçant au plus tôt sa feuille de route pour en finir avec les noyades dans le lagon de Mayotte et les 20.000 reconduites annuelles à la frontière dans cette île. Ainsi, il apportera une importante contribution à un Océan Zone de Paix que le PCR appelle de ses vœux depuis plus de 40 ans.

**Fait au Port, ce lundi 5 juin 2017
Le Bureau de presse**

Initiative de l'union PCR-France Insoumise à Saint-Denis

Zéro Déchet à Saint Denis : sensibiliser et alerter des dangers

Dans le cadre de la Journée Mondiale de l'environnement, ce 5 juin, les candidats de la 1ère circonscription, Julie Pontalba et Stéphane Ducamp, et les militants de la France Insoumise et du PCR, ont organisé, sous l'égide de l'association Surf Rider, une journée citoyenne autour de la protection de l'environnement, en ramassant les déchets sur le front de mer de Saint-Denis.

Près d'une trentaine de personnes se sont réunies, afin de nettoyer le front de mer de la capitale. En moins d'une heure, 33 sacs poubelles de déchets ont été ramassés. Pour Sonia, citoyenne engagée, « il y a beaucoup de mégots et de déchets de restauration ».

Il est possible de changer les choses avec de simples choses

Une aberration pour ces militants qui expliquent que « c'est facile d'acheter de la nourriture et de jeter par la balustrade, mais du coup cela fait beaucoup de déchets, comme tous ces mégots qui vont en mer ».

La jeune femme a indiqué que ceux-ci étaient « pleins de toxine », une fois rejetée dans l'océan, ils sont ingérés par les « poissons que nous mangeons ». Cette dernière préconise « un tout petit peu de civisme, des cendriers aux abords des voies de pique-nique, ou encore plus de poubelles... »

« Il a y plein de petites choses simples à faire », a assuré cette mili-

tante de la protection de l'environnement. De son côté, Julie Pontalba a souligné que « l'action de cet après-midi est avant tout une action de sensibilisation sur ce que nous produisons comme déchets et que nous n'arrivons pas à traiter. La pollution est visuelle et olfactive aussi ».

Cette Journée Mondiale de l'Environnement, jumelée à cette action citoyenne, est « l'occasion de se rendre compte des problèmes liés à la santé publique, puisque tous les déchets attirent les nuisibles, et occasionnent la prolifération de maladies... »

« Là nous avons des gants, mais des enfants qui passent là tous les jours n'en n'ont pas », a déploré, la candidate mère d'un jeune garçon.

L'écologie, un axe primordial de la campagne

Militants du PCR et de la France Insoumise ont admis que la situation actuelle ne pouvait pas perdurer. Cette élection est le moment propice pour rappeler que « les députés décident et votent de l'avenir

des sociétés françaises et de nos territoires ». Face à la prise de conscience générale de l'impact des déchets sur la santé, l'environnement et de manière générale le réchauffement climatique, « on ne peut plus agir comme d'habitude. Tout doit être fait pour changer notre modèle de civilisation », a assuré Julie Pontalba.

« Les députés de cette mandature doivent impérativement tirer les conséquences de l'Accord de Paris », d'autant plus qu'à « La Réunion, on est sur une île tropicale et les problèmes sont décuplés », a souligné la candidate de la 1ère circonscription de l'île.

Cette dernière et son suppléant Stéphane Ducamp assurent que « tous les politiques devraient formuler des propositions : Nous en avons quatre :

- créer un grand service de l'environnement et décliner les actions en 4 grands axes

- réduire notamment la production des déchets

- réemployer les déchets

- recycler et réhabiliter les déchets

Dans ce sens, nous proposons de cesser l'ère du tout jetable et d'entrer dans l'ère du tout recyclable ».

Correspondant

In kozman pou la rout

« Afors rode lo bout, ou fini par trouv la fin »

Konm moin, zot la fine antann de moun dir : la i rode lo bout la ! Sansa, i rode tro lo bout la ! Sa i vé dir i rode toultan z'ésplikasyon. Akoz, pou koué, koman, ousa, kansa, kisa la fé sa ? Dizon tout la varyété késtyon demoun i pé pozé pou konète sak la spasé, sak i spass épi sak va spasé. Mi vé pa dir sa lé initil, i pé mèm ète itil dann sèrtin ka, mé i pé gonf aou kan sé in n'afèr k'i vien é k'i rovien san finisyon... Sirtou kan sé in n'afèr sinp é konm mon gran-mèr téi di, sa i kass pa lo kat pate in kanar. Ziz pi kan i tourn aou, an ron, mil fason, pou shèrch kékshoz i égzis pa. Rode lo bout ? Sa sé in n'afèr lé fatigan pou la tête épi si fatigan ké momandoné demoun i pé anvoye aou baladé. L'èr-la, konm i di, sé lo komansmann la fin é i pé ranvoye aou dsi lo kozman lé marké an-o la. Alé ! Mi pans sa va fé réflèshi azot in pé é ni artrouv pli d'van sipétadyé.

Edito

Prix de la canne : toute La Réunion concernée

C'est cet après-midi que les représentants des planteurs, de Tereos et de l'État doivent se retrouver pour discuter de la Convention Canne pour la période 2017-2021. Pour le moment, la seule proposition de l'industriel est une hausse de 49 centimes par tonne du prix de la canne qu'il achète au planteur. Cette somme vient d'un écart technique qui est censé se réduire.

Cette somme est bien loin de répondre aux revendications des planteurs. Ils demandent une hausse de 6 euros du prix de base de la canne à sucre, qui reste bloqué depuis plus de 20 ans à 39 euros par tonne. Depuis la parution d'un décret au « Journal officiel » le 10 mai dernier, les industries du sucre outre-mer ont la garantie de toucher une subvention supplémentaire de 38 millions d'euros par an pour les campagnes sucrières 2017, 2018, 2019 et 2020. Pour Tereos, propriétaire des deux usines de La Réunion, cette somme s'élève à 28 millions par an. Cette somme est destinée à faciliter la commercialisation du sucre réunionnais en Europe. Car à partir du 1er octobre prochain, les quotas sucriers n'existeront plus. La production réunionnaise sera donc confrontée à la concurrence mondiale.

En laissant la totalité de la somme aux industriels, le gouvernement sortant a créé les germes du conflit. Il aurait dû en effet faire figurer dans son décret la part destinée aux planteurs, et celle qui revenait aux usiniers. Cela aurait permis d'éviter un conflit qui s'enlise. À un mois du début de la coupe, le prix de la canne n'est en effet toujours pas connu, car les industriels re-

fusent de partager cette nouvelle subvention. Dans cette bataille, les planteurs peuvent compter sur le soutien du PCR. Ils bénéficient également du soutien de la Confédération paysanne et de plusieurs syndicats de planteurs des Antilles, alertés par la lettre ouverte adressée par la sénatrice Gélita Hoarau au ministre de l'Agriculture.

Aujourd'hui, des planteurs se rassembleront devant l'usine de Bois-Rouge et se rendront en convoi à Saint-Denis. Autant dire que la rencontre de ce jour est très importante. Si les industriels continuent à ne rien vouloir lâcher, le blocage persistera. La filière canne représente 18.000 emplois, 25.000 hectares répartis dans 23 communes, et une part importante des exportations. L'enjeu de la discussion est donc très important pour toute La Réunion.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Oté

Kwasa-kwasa la pa in sizé d'plézantri pou in prézidan

Mon bann dalon, zot i koné bien l'oséan indien rant Anjouan épi Mayote sé in gran simtyèr marin. Zot i pé pran nouvèl kan zot i pé, mé zot i konétra pa zamé konbien frèr bannzil komor la pèrd z'ot vi la-dan, sinploman pou artrouv in pé l'éspeir dan la vi.

Pou moin pèrsonèl sé sak na plis moiyn lé pli réponsab sak i éspas. Ni pé dir osi sé sak la pran, momandoné, in désizyon ilégal ké lé réponsab, boudikont, é lo tan la bo pasé, mé sak lé réponsab lé réponsab mèm. La vérité sé la vérité éin mansonz i gingnr pa zamé d'ète in vérité.

Pou kosa mi di sa ? Pars dann zournal in pé tout péi i di nout nouvo prézidan i sort fé son promyé bétiz kan li la di bann kwasa-kwasa, sa i ramen pa bonpé poisson, mé sirtou i ramenn lo komorien konm si diré lo « komorien » sé in kalité poisson. Mi pans pa lé nésésèr parlé arparlé lo gro l'éspri bann moun la ote dan La Frans : Hollande osi té konmsa, désèrtin moun la droite galman na l'abitid di bann bétiz konmsa.

Bon pou sa mèm ! Konm matant Zélida i di souvan, avèk in koshon i fé pa in shoal de cours. Ni pé di osi, lo gro l'éspri la pa l'éspri d'finès. An tou lé ka, sak lé sir sé ké nana in grav problèm isi dann l'oséan indien : in problèm la démografi, in problèm l'ékonomi, in problèm kiltirèl é sosyal. Kisa na kart dann son min pou trouv in solisyon ? Mi pans La Frans nana kart dann son min sirtou ké sak la dékoné na konm in dévoir pou réparé.

2017 ziska 2022 sa lé kourt, sink z'ané, sa i pass vite, sirtou ké bann problèm i agrav avèk lo tan donk oplis lo tan i pass, oplis lo problèm i dovien irzan, oplis li agrav é sé la dsi k'i fo fé travaye son koko. Kwasa-kwasa, sa la pa in sizé d'plézantri pou in prézidan... Touléka, mi oi sa konmsa.

Justin